ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 25 octobre 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "n° ... modifiant le titre V du livre 1er du Code de Commerce intitulé "Des bourses de commerce, agents de change et courtiers", a donné le 7 novembre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e oktober 1967 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr. ... tot wijziging van titel V van boek 1 van het Wetboek van koophandel betiteld "Handelsbeurzen, wisselagenten en makelaars", heeft de 7e november 1967 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet poursuit plusieurs objets qui concernent l'organisation des bourses de fonds publics et le statut des agents de change.

Les modifications qui sont apportées au Code de commerce visent principalement à :

1° permettre la cotation d'office de fonds publics, alors que jusqu'ici celle-ci ne pouvait se faire que sur demande (argument article 101, in fine, du livre Ier, titre V, du Code de commerce);

2° modifier les règles s'appliquant à la cession à titre onéreux de fonds publics cotés ou non cotés lorsqu'elle s'opère hors bourse;

3° apporter des modifications au fonctionnement de la corporation des agents de change et imposer à ceux-ci de nouvelles conditions d'exercice de leur profession, notamment en remplaçant le cautionnement par l'observation de mesures qui seront arrêtées par le Roi en vue d'assurer la bonne fin de leurs engagements professionnels et d'exercer la surveillance de leur situation financière et la vérification de leur comptabilité. Selon le rapport au Roi, ces mesures comprendraient la création d'une Caisse de garantie et de surveillance à laquelle tous les agents seraient obligatoirement affiliés.

Le projet invoque comme fondement légal l'article 1er, 6°, de la loi du 31 mars 1967, qui habilite le Roi à prendre toutes les dispositions utiles en vue d'améliorer le financement des investissements, c'est-à-dire, selon les travaux parlementaires, assurer la mobilisation des capitaux.

/

Bien que l'attribution au Roi du pouvoir de modifier la loi par des arrêtés royaux qui ne pourront plus ultérieurement être modifiés que par la loi constitue une habilitation dérogatoire à l'organisation constitutionnelle des pouvoirs et ne puisse être interprétée extensivement, on observera que, dans l'article 1er, 6°, de la loi du 31 mars 1967, le législateur a assigné à l'utilisation des pouvoirs conférés au Roi une fin déterminée : l'amélioration du financement des investissements, mais il a laissé au Gouvernement le choix des moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, se bornant à citer à titre d'exemple quelques-uns de ces moyens.

L'appréciation de l'étendue des pouvoirs attribués par l'article 1er, 6°, dépend dès lors de l'influence que peuvent avoir sur l'amélioration du financement des investissements, les mesures qui, aux termes du projet, doivent modifier l'organisation des marchés financiers.

Le Conseil d'Etat estime que les dispositions groupées ci-avant sub 1° et 2° ainsi que le remplacement du cautionnement des agents de change par l'affiliation à une caisse professionnelle garantissant leurs engagements trouvent un fondement légal dans l'article 1er, 6°, de la loi du 31 mars 1967.

Quant aux modifications apportées aux conditions que doivent remplir les agents de change pour être électeurs ou éligibles à la Commission de la Bourse, elles paraissent assez éloignées du financement des investissements.

Il apparaît que c'est plutôt dans l'article 1er, 4°, de la loi du 31 mars 1967 qu'il convient de rechercher la base légale de ces dernières modifications.

Cet article donne au Roi des pouvoirs pour :

a) compléter et modifier les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics;

b) .....

c) améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954.

A une question posée sur la portée de l'expression "services publics", le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique a répondu que "le Gouvernement se basant sur une interprétation uniforme de la jurisprudence, considère que la notion de services publics embrasse les services d'administration générale, les corps spéciaux, les organismes d'utilité publique et les organes subordonnés de droit public" (rapport de la Commission spéciale de la Chambre, D.P. Chambre, session 1966-1967, n° 356/9, p. 75).

La Commission de la Bourse est une autorité administrative dont la compétence ne se limite pas à la discipline professionnelle des agents de change mais s'étend, au contraire, à tout ce qui concerne la négociation en bourse des fonds publics (tribunal civil Bruxelles, 16 novembre 1960, et note M. Dumont, Annales du notariat et de l'enregistrement, 1961, pages 184 à 209).

Ce jugement rappelle que les associations d'agents de change sont considérées soit comme des établissements publics (circulaire n° 28 du 2 décembre 1958, du Ministère des Finances, Annales du notariat et de l'enregistrement, 1959, p. 21, n° 123), soit comme des associations de droit public (Buttgenbach, Manuel de droit administratif, 1966, n° 242).

./.

Il s'ensuit que le Roi peut modifier le fonctionnement de la Commission de la bourse, tant en ce qui concerne les règles de l'électorat que celles de l'éligibilité.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Il convient de mentionner spécialement au premier alinéa l'article 1er, 4° et 6°, de la loi du 31 mars 1967.

Les dispositions modifiées devraient également être citées au préambule, comme second alinéa, ainsi qu'il suit :

" Vu le Code de commerce, livre 1er, titre V, modifié par la loi du 30 décembre 1867, par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935, l'arrêté royal n° 178 du 20 juin 1935 et l'arrêté royal n° 70 du 30 novembre 1939".

A l'article 1er du projet.

Dans la version française, il y a lieu de remplacer "livre V" par "titre V".

./.

A l'article 2 du projet.

Le nouvel article 71, alinéa ler, 8°, donne au Roi la faculté de créer un organisme ou d'approuver les statuts d'un organisme qui serait chargé d'assurer la bonne fin des engagements professionnels des agents de change, d'exercer la surveillance de leur situation financière et la vérification de leur comptabilité. Un tel organisme, auquel les agents de change devront obligatoirement être affiliés, est une association de droit public, même si elle est constituée sous la forme d'une société coopérative.

Le Roi peut, en vertu de l'article ler, 4°, a et c, de la loi du 31 mars 1967, créer semblable institution, mais il ne peut le faire qu'avant l'expiration des pouvoirs spéciaux que lui attribue la loi du 31 mars 1967.

Il convient donc d'insérer dans l'arrêté en projet une disposition portant création de la "Caisse de garantie et de surveillance" dont parle le rapport au Roi, ou autorisant le Roi à approuver les statuts de pareille Caisse. Mais dans l'un ou l'autre cas, la disposition insérée dans l'arrêté en projet devrait énoncer les règles essentielles de compétence, d'organisation et de fonctionnement de l'institution ainsi créée. Le soin de régler les autres modalités pourrait être laissé au Gouvernement après l'expiration des pouvoirs spéciaux.

Il conviendrait, dès lors, soit de prévoir, dès à présent, dans le projet, les dispositions organiques de la Caisse de garantie et de surveillance, soit de laisser au législateur le soin de les établir.

Article 5 du projet.

Les mots "pour une même valeur", employés à l'article 75, § 2, 1°, alinéa 2, sont imprécis. Si toutefois ils n'ont pas suscité de difficultés d'application depuis qu'ils figurent dans cet article, on pourrait les conserver tout en donnant une explication dans le rapport au Roi.

Au même article 75, § 2, 1°, l'alinéa 4 devrait mieux faire apparaître la portée de la dérogation apportée à la règle contenue dans l'alinéa précédent.

L'alinéa 4 entend, en effet, réserver désormais aux seuls agents de change l'établissement du bordereau constatant toute cession, opérée hors bourse, de fonds publics cotés, pour une valeur inférieure à 4.000.000 de francs, lorsque les fonds publics cédés sont "libellés en francs belges".

Si cette condition pourra être aisément appliquée aux obligations qui ont toujours une valeur nominale, il n'en sera pas de même à l'égard des actions qui en sont généralement dépourvues. On ne peut dire qu'une action représentant un cent millième de l'avoir social est libellée dans une monnaie déterminée. Les parts de fondateur, quant à elles, ne donnent aucun droit sur l'avoir social.

Par souci d'efficacité, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

.../...

"Toutefois, lorsque cette cession hors bourse a pour objet des obligations libellées en francs belges ou des actions, parts ou certificats donnant des droits dans une société belge, et qu'elle ne tombe pas sous l'application de l'alinéa 2, le bordereau ne peut être établi que par un agent de change ou un agent de change correspondant".

*
* *

Le § 2, 3°, du nouvel article 75, devrait être divisé en a et b, tout comme le § 2, 1°, du même article.

Article 11 du projet.

La référence à l'article 36 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 signifie que c'est la société dont on se propose de coter les titres d'office, sans qu'elle l'ait demandé, qui aura à rémunérer la Commission bancaire pour l'examen du dossier. Cette rémunération est calculée à raison d'un pour mille de la valeur de tous les titres admis à la cote (arrêté royal du 28 avril 1967).

Cette rémunération, qui couvre le service rendu lorsque l'examen du dossier est fait à la demande de la société, acquiert dans le projet un caractère fiscal.

La loi du 31 mars 1967, en son article 2, a défini les pouvoirs attribués au Roi dans les matières fiscales. Ces pouvoirs ne permettent pas d'imposer aux sociétés qui adoptent une attitude passive, la taxe découlant de l'application de l'article 36 de l'arrêté royal n° 185.

.../...

Article 12 du projet.

L'article 107 du Livre Ier, titre V, s'applique à toutes les sociétés dont les titres sont cotés en bourse. Il s'appliquera à l'avenir même si la cotation a été décidée d'office, sans qu'il soit nécessaire de l'affirmer expressément.

L'article 12 du projet peut donc être omis sans inconvénient.

Article 13 du projet.

Aux §§ Ier et 2 de l'article 108, il est proposé, par souci de précision, de remplacer le mot "valeurs" par "fonds publics".

Au § 3 du même article 108, il conviendrait de préciser la forme de la publicité projetée puisqu'elle fait peser une obligation d'abstention non seulement sur les banquiers et agents de change, mais sur quiconque. Il est proposé de rédiger la première phrase de ce § 3 comme suit :

"Le Ministre des Finances peut, par un avis publié au Moniteur belge, faire savoir qu'une opération tombant sous l'application du § 1er ou du § 2, n'a pas obtenu l'autorisation requise".

Article 14 du projet.

Si la suggestion de supprimer l'article 12 du projet est suivie, mention de l'article 107, § 2, peut

/

disparaître dans l'article 110 du Livre Ier, titre V.

Dès lors, cet article pourrait se borner à supprimer l'article 77 dans l'énumération figurant à l'article 110 du titre V du Livre Ier.

Article 15 du projet.

Pour éviter toute méprise sur la portée des mots: "présent arrêté", il est proposé d'écrire dans l'article 114 : "... inscrits le 1er février 1935 au tableau ...". A cette date, est entré en vigueur l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935.

Les abrogations prévues au 2° de l'article 15 devraient faire l'objet d'un article distinct. L'article 116 du titre V ne comportant que quatre alinéas, il conviendrait de n'abroger que les alinéas 1er à 3, si l'on entend laisser subsister le dernier alinéa.

Article 16 du projet.

Les dispositions concernant l'entrée en vigueur devront être adaptées en fonction de la décision qui sera prise concernant la création éventuelle de la Caisse de surveillance et de garantie.

On observera à cet égard que l'entrée en vigueur immédiate de l'article 2, 3°, du projet, fera disparaître la disposition actuelle de l'article 71, alinéa 1er, 8°, du titre V, qui impose le cautionnement et rendra inopérante l'abrogation différée de ce même article 71, alinéa 1er, 8°, par l'article 2, 2°, du projet.

.../...

Article 17.

Un délai devrait être ménagé entre l'entrée en vigueur des mesures éventuellement prises par le Roi et l'accomplissement par les agents de change des obligations qui leur seront imposées si ces dernières ne pouvaient être remplies qu'après cette entrée en vigueur.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp beoogt verscheidene doelstellingen met betrekking tot de inrichting van openbare fondsenbeurzen en tot het statuut der wisselagenten.

De wijzigingen die in het Wetboek van koophandel worden aangebracht, hebben in hoofdzaak ten doel :

1° de mogelijkheid te openen dat openbare fondsen, die totnogtoe alleen maar op verzoek op de beursnotering konden worden ingeschreven, dat ook ambtshalve zouden worden (argument slot artikel 101 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel) ;

2° de regelen te wijzigen die gelden ten aanzien van de cessie onder bezwarende titel van al dan niet genoteerde openbare fondsen, wanneer die cessie buiten een beurs plaatsvindt ;

3° veranderingen aan te brengen in de werkwijze van de vereniging van wisselagenten en aan deze laatsten nieuwe beroepsuitoefeningsvoorwaarden op te leggen,door met name de borgstelling te vervangen door het inachtnemen van maatregelen die de Koning zal vaststellen ten einde de goede afloop van hun beroepsverbintenissen te verzekeren en het toezicht op hun financiële toestand alsmede de verificatie van hun boekhouding uit te oefenen. Volgens het verslag aan de Koning zou een van die maatregelen bestaan in de oprichting van een Waarborg- en Toezichtkas waarbij alle wisselagenten verplicht aangesloten zouden zijn.

.../...

Als rechtsgrond voor het ontwerp wordt aangegeven artikel 1, 6°, van de wet van 31 maart 1967, dat de Koning machtigt alle nuttige maatregelen te treffen ten einde de financiering van de investeringen te verbeteren, dit is, volgens de parlementaire voorbereiding, het losmaken van kapitaal te verzekeren.

Wordt met het toekennen aan de Koning van de bevoegdheid tot het wijzigen van de wet door koninklijke besluiten die achteraf niet dan krachtens een wet kunnen worden gewijzigd, inzake bevoegdheidsopdracht afgeweken van de inrichting der machten zoals zij grondwettelijk is geregeld, de wetgever heeft dan toch in artikel 1, 6°, van de wet van 31 maart 1967 aan het gebruik van de aldaar aan de Koning opgedragen bevoegdheid een wel bepaald oogmerk verbonden : het verbeteren van de financiering der investeringen, maar hij heeft aan de Regering de keuze gelaten over de middelen die daartoe behoren te worden aangewend, en zelf enkele van die middelen gewoon bij wijze van voorbeeld genoemd.

De beoordeling van de omvang der bevoegdheden die artikel 1, 6°, toekent, hangt dan ook af van de invloed welke de maatregelen die, naar het ontwerp zegt, de inrichting van de geldmarkt zullen wijzigen, kunnen hebben op de verbetering van de financiering der investeringen.

De Raad van State is van mening dat de bepalingen bedoeld onder 1° en 2° hiervoren alsook de vervanging van de borgstelling der wisselagenten door de aansluiting bij een beroepskas die hun verbintenissen waarborgt, een rechtsgrond vinden in artikel 1, 6°, van de wet van 31 maart 1967.

.../...

Daarentegen lijken de wijzigingen in de voorwaarden waaraan wisselagenten moeten voldoen om in de Beurscommissie kiesgerechtigd of verkiesbaar te zijn, betrekkelijk ver af te staan van de financiering der investeringen.

De rechtsgrond van deze laatste wijzigingen lijkt veeleer te moeten worden gezocht in artikel 1, 4°, van de wet van 31 maart 1967, dat de Koning bevoegd maakt om :

a) de wetten betreffende de inrichting en de werking van de openbare diensten te wijzigen ;

b) ..... ;

c) het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verbeteren.

Op een vraag naar de betekenis van de uitdrukking "openbare diensten" antwoordde de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt dat "de Regering, op grond van een vaste interpretatie van de rechtspraak, van mening is dat het begrip openbare diensten betrekking heeft op de diensten van algemeen bestuur, de speciale korpsen, de instellingen van openbaar nut en de ondergeschikte publiekrechtelijke lichamen" (verslag van de Speciale Commissie van de Kamer, Gedr. St., Kamer, zitting 1966-1967, nr. 356/9, blz. 75).

.../....

De Beurscommissie is een bestuursoverheid welker bevoegdheid niet tot de beroepsdiscipline van de wisselagenten beperkt is, maar zich integendeel uitstrekt tot al wat te maken heeft met het verhandelen ter beurze van openbare fondsen (Burgerlijke rechtbank, Brussel, 16 november 1960 en nota M.DUMONT, Annales du notariat et de l'enregistrement, 1961, blz. 184-209).

Dat vonnis brengt in herinnering dat de verenigingen van wisselagenten beschouwd worden of wel als openbare instellingen (Omzendbrief nr. 28 van 2 december 1958 van het Ministerie van Financiën, Annales du notariat et de l'enregistrement, 1959, blz. 21, nr. 123),of wel als publiekrechtelijke verenigingen (BUTTGENBACH, Manuel de droit administratif, 1966, nr. 242).

Uit dit alles volgt dat de Koning de werkwijze van de Beurscommissie kan wijzigen, zowel wat de regelen inzake kiesrecht als die inzake verkiesbaarheid betreft.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

In het eerste lid moet meer bepaald worden verwezen naar het eerste lid van artikel 1, 4° en 6°, van de wet van 31 maart 1967.

Ook de gewijzigde bepalingen dienen in een tweede lid van de aanhef te worden vermeld als volgt :

"Gelet op het Wetboek van koophandel, boek I, titel V, gewijzigd bij de wet van 30 december 1867, het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935, het koninklijk besluit nr. 178 van 20 juni 1935 en het koninklijk besluit nr. 70 van 30 november 1939;".

Artikel 1 van het ontwerp.

In de Franse tekst vervange men "livre V" door "titre V".

Artikel 2 van het ontwerp.

Krachtens het nieuwe artikel 71, eerste lid, 8°, kan de Koning een "organisme" oprichten of zijn goedkeuring hechten aan de statuten van een "organisme" dat ermede zou belast zijn de goede afloop van de beroepsverbintenissen van de wisselagenten te verzekeren, het toezicht op hun financiële toestand alsmede de verificatie van hun boekhouding uit te oefenen. Een zodanig "organisme", waarbij de wisselagenten verplicht moeten aansluiten, is een publiekrechtelijke vereniging, zelfs als dat "organisme" is opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap.

Krachtens artikel 1, 4°, a en c, van de wet van 31 maart 1967, kan de Koning een zodanige instelling oprichten, maar dan moet hij dat doen vooraleer de bijzondere machten welke de wet van 31 maart 1967 hem toekennen, verstrijken.

.../....

In het ontwerp-besluit moet dan ook een bepaling worden ingevoegd houdende instelling van de "Waarborg- en Toezichtkas", waarvan sprake is in het verslag aan de Koning, of tot machtiging van de Koning om de statuten van zodanige Kas goed te keuren. Zowel in het ene als in het andere geval zou de in het ontwerp-besluit ingevoegde bepaling echter de essentiële regelen betreffende de bevoegdheid, de organisatie en de werkwijze van de aldus tot stand gebrachte instelling moeten vermelden. De andere nadere regelen zouden na het verstrijken van de bijzondere machten door de Regering kunnen worden vastgesteld.

Derhalve zouden nu reeds de organieke bepalingen betreffende de Waarborg- en Toezichtkas in het ontwerp moeten worden opgenomen,ofwel zou dat aan de wetgever kunnen worden overgelaten.

.../...

Artikel 5 van het ontwerp.

De woorden "voor eenzelfde waarde" in artikel 75, § 2, 1°, tweede lid, zijn onnauwkeurig. Mochten zij evenwel bij de toepassing geen moeilijkheden hebben opgeleverd sinds zij in dat artikel voorkomen, dan zouden zij kunnen worden behouden mits zij in het verslag aan de Koning worden toegelicht.

In hetzelfde artikel 75, § 2, 1°, zou het vierde lid duidelijker de strekking moeten doen uitkomen van de afwijking van de regel van het vorig lid.

Het vierde lid bedoelt immers, dat voortaan alleen wisselagenten het borderel mogen opmaken tot vaststelling van elke cessie, buiten de beurs, van genoteerde overheidsfondsen voor een waarde van minder dan 4.000.000 frank, als de gecedeerde overheidsfondsen "in Belgische franken zijn uitgedrukt".

Die voorwaarde zou wel gemakkelijk kunnen worden toegepast op de obligaties, die steeds een nominale waarde hebben, maar dat zal niet het geval zijn met de aandelen, die meestal geen nominale waarde hebben. Er kan niet worden gezegd dat een aandeel, dat een honderdduizendste van het vermogen van de vennootschap vertegenwoordigt, in een bepaalde munt is uitgedrukt. Stichtersaandelen van hun kant verlenen geen enkel recht op het vermogen van de vennootschap.

Opdat de regeling werkelijk doeltreffend is, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

.../.

"Wanneer die cessie buiten de beurs echter betrekking heeft op in Belgische franken luidende obligaties of op aandelen, delen of certificaten die rechten in een Belgische vennootschap verlenen, en zij niet onder toepassing valt van het tweede lid, mag het borderel alleen worden opgemaakt dooreen wisselagent of een wisselagent-correspondent.

\+

\+ \+

§ 2, 3°, van het nieuwe artikel 75 zou moeten worden onderverdeeld in a en b, zoals § 2, 1°, van hetzelfde artikel.

Artikel 11 van het ontwerp.

De verwijzing naar artikel 36 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 betekent dat de Bankcommissie voor het onderzoeken van het dossier moet worden vergoed door de vennootschap waarvoor men voornemens is de effecten ambtshalve te noteren zonder dat zij daarom heeft verzocht. Die vergoeding wordt berekend naar rata van een per duizend van de waarde van alle in de notering opgenomen effecten (koninklijk besluit van 28 april 1967).

Die vergoeding voor een dienst die wordt beweze wanneer het dossier op verzoek van de vennootschap word onderzocht, wordt in het ontwerp als het ware een bela

.../..

De wet van 31 maart 1967 heeft in artikel 2 de bevoegdheden bepaald,die aan de Koning in belastingzaken worden verleend. Krachtens die bevoegdheden kan aan de vennootschappen die een passieve houding aannemen, niet de belasting worden opgelegd die volgt uit de toepassing van artikel 36 van het koninklijk besluit nr. 185.

Artikel 12 van het ontwerp.

Artikel 107 van boek I, titel V,is van toepassing op alle venootschappen waarvan de effecten in de beursnotering zijn opgenomen. Voortaan zal het zelfs toepassing vinden als ambtshalve tot de notering is besloten, zonder dat een uitdrukkelijke bevestiging nodig is.

Artikel 12 van het ontwerp kan dan ook zonder bezwaar vervallen.

Artikel 13 van het ontwerp.

In de §§ 1 en 2 van artikel 108 vervange men,terwille van de nauwkeurigheid, het woord "waarden" door "overheidsfondsen". In § 3 van hetzelfde artikel 108 zou de voorgenomen vorm van openbaarmaking nader moeten worden omschreven omdat die niet alleen aan de bankiers en wisselagenten maar aan "wie ook" een onthoudingsplicht oplegt. Voorgesteld wordt,de eerste volzin van die § 3 als volgt te lezen :

"De Minister van Financiën kan, bij een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt bericht, ter kennis brengen dat geen vergunning is verleend voor een verrichting die onder toepassing valt van § 1 of van § 2".

Artikel 14 van het ontwerp.

Wordt ingegaan op het voorstel tot schrapping van artikel 12 van het ontwerp, dan kan de vermelding van artikel 107, § 2, vervallen in artikel 110 van boek I, titel V.

Derhalve zou het voldoende zijn dat dit artikel artikel 77 schrapt uit de opsomming die voorkomt in artikel 110 van titel V van boek I.

Artikel 15 van het ontwerp.

Om iedere misvatting over de strekking van de woorden "dit besluit" te voorkomen, wordt voorgesteld in artikel 114 te lezen : "... die op 1 februari 1935 op of achteraan op ...". Op die datum immers is het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935 in werking getreden.

De opheffingsbepalingen van artikel 15, 2°, zouden in een afzonderlijk artikel moeten staan. Aangezien artikel 116 van titel V slechts vier alinea's bevat, zouden de alinea's 1 tot 3 moeten worden opgeheven als men het laatste lid wil behouden.

Artikel 16 van het ontwerp.

De bepalingen betreffende de inwerkingtreding zullen moeten worden aangepast overeenkomstig de beslissing die zal worden genomen in verband met de eventue

oprichting van de Waarborg- en Toezichtkas.

In dat verband moet worden opgemerkt dat de onmiddellijke inwerkingtreding van artikel 2, 3°, van het ontwerp de huidige bepaling van artikel 71, eerste lid, 8°, van titel V, waarin de borgstelling is voorgeschreven, zal doen wegvallen, en dat zij de uitgestelde opheffing van datzelfde artikel 71, eerste lid, 8°, door artikel 2, 2°, van het ontwerp onwerkzaam zal maken.

Artikel 17 van het ontwerp.

Er zou een termijn moeten worden voorzien tussen de inwerkingtreding van de eventueel door de Koning genomen maatregelen en het vervullen door de wisselagenten van de verplichtingen die hun zullen worden opgelegd, als die verplichtingen pas na die inwerkingtreding mochten kunnen worden nagekomen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	G. VAN BUNNEN, F. REMION,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
	R. PIRSON, G. ARONSTEIN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.